

En raison de la hausse du prix de l'essence, les agriculteurs du Rajasthan abandonnent leur tracteur pour le chameau. Un moyen de transport certes plus lent, mais bien plus économique

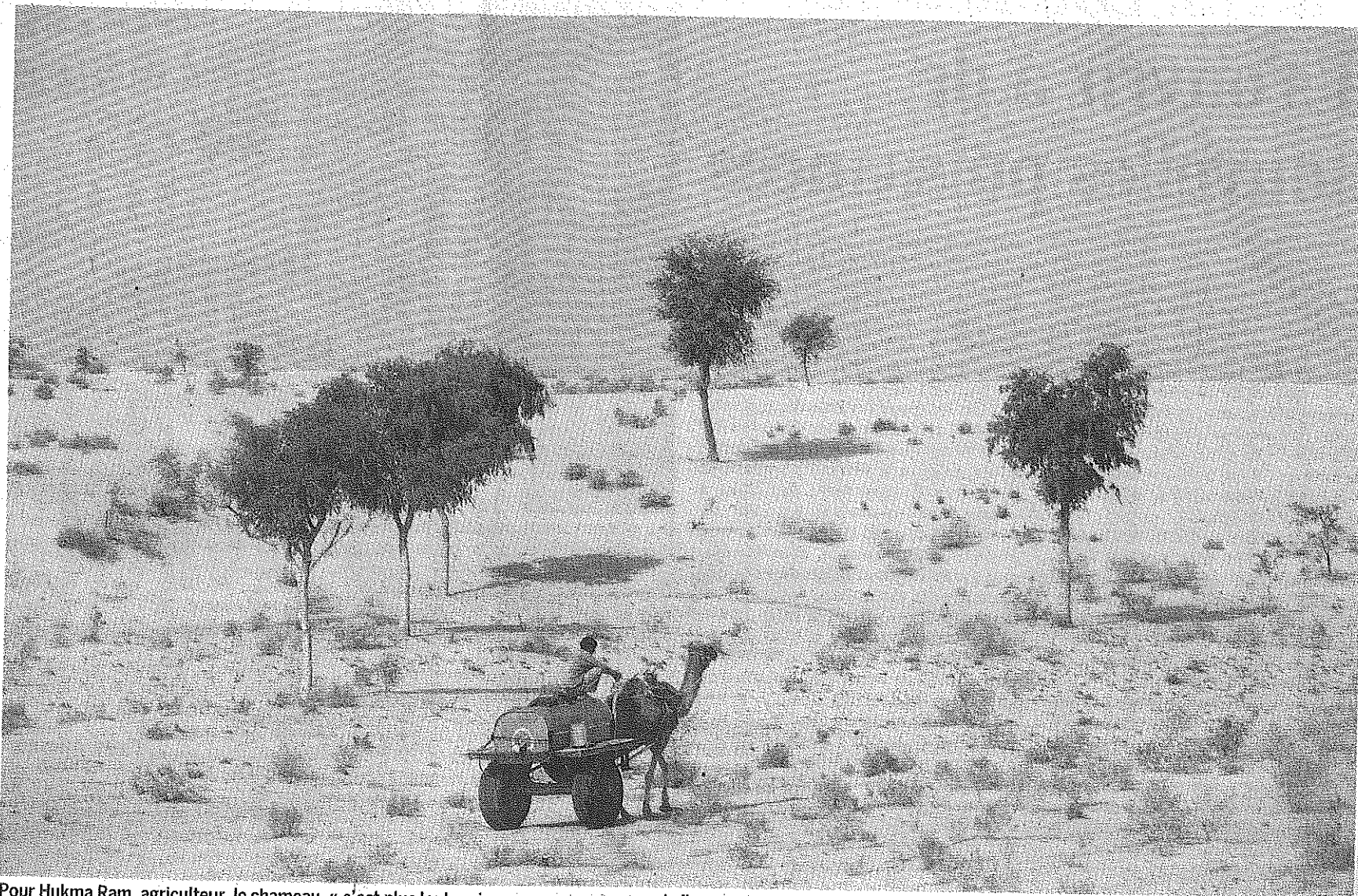
Le tracteur, espèce en voie d'extinction

NEW DELHI
CORRESPONDANCE

Son vieux tracteur ne lui sert plus qu'à écouter des chansons d'amour au moment de la sieste. Hukma Ram, un agriculteur qui possède 35 hectares de terres, a bien dû se rendre à l'évidence depuis que le vendeur de bidons d'essence, situé à 25 kilomètres de chez lui, a augmenté ses prix : rouler en tracteur est devenu un luxe. Il a finalement redécouvert un autre moyen de transport, plus économique, qui peut charger jusqu'à 250 kg de marchandises, avance à une vitesse moyenne de 30 km/h, ne tombe jamais en panne et, surtout, ne consomme pas d'essence.

« Le chameau est l'avenir du tracteur », glisse-t-il, avec un large sourire entre ses oreilles percées de boucles d'or. Sur les routes qui traversent les paysages désertiques du Rajasthan, les chameaux n'ont jamais été aussi nombreux à tirer, sous un soleil de plomb, des charrettes transportant des bidons d'eau, des villageois ou encore du matériel agricole. « C'est plus lent mais ça ne consomme que de l'eau et des feuilles d'arbustes », marmonne Hukma Ram.

Depuis la hausse du prix de l'essence, les vacances des chameaux sont terminées. Ils ne sont plus autorisés à paître en liberté, comme c'était l'usage à cette période de l'année, et ont droit à seulement quelques jours de répit pendant la mousson. « Nous ne disposons que de très peu de temps pour mettre les semences en terre. Le tracteur devient alors indispensable », explique Hukma Ram. Le reste de l'année, le véhicule reste au garage, protégé du sable dans une cahute de bois. Les paysans ne sont pas prêts à s'en séparer. « Même si un propriétaire de tracteur achète des chameaux, il reste avant tout un propriétaire de tracteur », prévient Hukma



Pour Hukma Ram, agriculteur, le chameau, « c'est plus lent mais ça ne consomme que de l'eau et des feuilles d'arbustes ». ROBERT WALLIS/COSMOS

paysans ne sont pas prêts à s'en séparer. « Même si un propriétaire de tracteur achète des chameaux, il reste avant tout un propriétaire de tracteur », prévient Hukma Ram. L'animal n'est pas encore devenu un signe extérieur de richesse, mais cela ne saurait tarder. Il est devenu rare, et son prix ne cesse d'augmenter.

A la foire de Pushkar, la plus importante du pays, qui a lieu tous les hivers dans un village du Rajasthan, un chameau se vend en moyenne 300 euros, soit cinq fois plus qu'il y a quatre ans. Désormais, la clientèle vient de loin, notamment des grandes villes, car le chameau est capable de passer des dunes de sable au bitume sans sourciller. « Il sait gérer la circulation tout en restant serein. On le conduit comme une voiture. Un coup à droite pour accélérer, et un coup à gauche pour freiner », assure Hukma Singh, un vendeur.

Le chameau est le seul moyen de trans-

port qui offre un retour sur investissement aussi rapide. Avec une charrette qui ne coûte que 500 euros, la mise de départ est raisonnable. « Il y a tellement d'embouteillages en ville que ça ne sert plus à rien de plus vite », insiste Hukma Singh.

Préserver les chameaux

L'immatriculation des chameaux est devenue une précaution d'usage depuis que les vols se sont répandus. Sur les fesses gauches de ses cinq bêtes, Hukma Ram a tatoué au fer rouge le symbole de son village. Seuls les mâles, réputés pour leur endurance, peuvent travailler. Les femelles, elles, élèvent leur progéniture. La tâche est d'autant plus précieuse que

la population des chameaux a diminué de moitié au cours des dix dernières années. Ils ne seraient plus que 450 000 aujourd'hui, d'après les chiffres du gouvernement indien.

« La politique d'irrigation menée par le gouvernement a considérablement réduit les surfaces de pâturage au profit des surfaces cultivées », explique Hanwant Singh, Palak Sansthan, qui lutte pour la préservation des chameaux. Les animaux sont également les victimes des exercices militaires menés par l'armée indienne. Le désert du Thar se situe à la frontière entre le Pakistan et l'Inde, et à quelques kilomètres de Pokhran, le lieu utilisé par l'Inde pour ses essais nucléaires. « Au moindre

accident, le chameau meurt faute de soins vétérinaires », déplore Hanwant Singh.

Depuis que le tracteur a fait son apparition sur les routes du Rajasthan, le métier d'éleveur, transmis de génération en génération, a vu son image se dégrader. Dorénavant, les éleveurs, qui profitent de la hausse des prix du chameau, veulent à tout prix investir dans l'éducation de leurs enfants. « Je veux que mes garçons aillent à l'école pour qu'ils aient une vie différente de la mienne. Je ne souhaite pas qu'ils passent leur existence loin de la famille, à manger du pain et à boire du lait de chamelle », avoue Pradeep Ram, le visage buriné par le soleil.

Mais, pour assurer un avenir à ses enfants, encore faut-il placer son argent en sécurité. Faute d'agences bancaires dans

le désert, les éleveurs n'ont pas d'autre choix que conserver leurs économies au fond d'une armoire. « Ce qui n'est pas sans risque », soupire Pradeep Ram, dépité. Les souris lui ont fait perdre l'équivalent de la moitié d'un chameau en grignotant ses billets pendant la nuit.

Le succès du « nouveau tracteur du désert », capable d'avancer sans essence, cause bien des soucis aux concessionnaires de la région. « Les terres sont transmises à plusieurs héritiers, ce qui conduit à un morcellement des surfaces cultivées. Quand on a si peu de terrain, il est difficile d'acheter un tracteur », analyse Sudeep Aggarwal, un vendeur de tracteurs basé à Jaisalmer. Sur un tableau noir, les chiffres inscrits à la craie sont plusieurs fois barrés, avant d'aboutir au prix final. Les tracteurs sont vendus au rabais.

Les premiers agriculteurs, qui sous-estimaient le coût d'entretien de la machine, reviennent au bout de trois ou quatre mois pour le revendre. Sudeep Aggarwal pense donc à se diversifier. « Mais le patron est réticent, car vendre des animaux pourrait nuire à la réputation de l'établissement », regrette-t-il en passant la main sur son front noirci par le cambouis. Tout juste est-il parvenu à lui faire accepter de vendre des étuis en peau de chameau pour protéger les essuie-glaces du sable. Puis, après un moment de silence, il finit par admettre que « Ford ou Massey Ferguson auraient sans doute du mal à accepter que l'on mette en concurrence leurs tracteurs avec des chameaux ». ■

JULIEN BOUSSOU

En Ethiopie, la cote des ânes et des bœufs s'envole

ADDIS-ABEBA

ENVOYÉE SPÉCIALE

Sur le marché aux animaux d'Addis-Abeba, les dromadaires sont rares. En Ethiopie, comme dans beaucoup d'autres pays de l'Afrique subsaharienne, les paysans ne les utilisent pas comme bêtes de trait. C'est plutôt un signe extérieur de richesse d'en posséder un, une sorte de patrimoine, en somme. Quant aux grands troupeaux élevés dans les régions désertiques ou semi-désertiques, en Somalie notamment, ils sont surtout exportés vers les Etats du Golfe pour l'un des loisirs préférés des émirs : les courses.

A Addis-Abeba, les vedettes, ce sont plutôt les ânes et les bœufs. Les premiers permettent de transporter des petites charges, les seconds de tirer la charrue. Les deux espèces sont réputées robustes. Mais, en ce mois de juin, les acheteurs ne sont pas à la fête. Les prix sont à la hausse. Alors qu'il y a un an un ox, un bœuf à grandes cornes, était vendu entre 3 400 et 4 500 birrs éthiopiens, il coûte aujourd'hui entre 6 000 et 7 000 birrs (420 et 490 euros). L'âne aussi se négocie plus cher : entre 600 et 700 birrs à l'été 2007, contre 1 200 à 2 200 birrs (84 à 154 euros) désormais. Des montants qui

varient selon la taille, l'âge et la force de l'animal et la durée du marchandage...

Contrairement à l'Inde, ici la flambée de l'essence n'est pas à blâmer. L'agriculture mécanisée est très peu répandue, et quand elle l'est, c'est dans les grandes exploitations où l'utilisation des tracteurs à diesel est indispensable pour les récoltes de café ou d'oléagineux. « Si les bêtes sont plus chères, l'explication est plutôt à chercher dans la hausse du prix de l'alimentation animale », explique Bruno Gautier, en poste à Addis-Abeba pour le Centre international de développement et de recherche (CIDR), une ONG spécialisée

dans le développement de la microfinance en milieu rural. Les terres sont utilisées en priorité pour la culture, moins pour le fourrage. Les paysans doivent donc acheter la nourriture pour les bœufs et les ânes. Or elle s'apprécie beaucoup en ce moment, car les pays émergents se mettent à manger plus de viande. La demande mondiale progresse et les exportateurs doivent suivre le mouvement... « Un souci de plus pour l'économie éthiopienne qui, l'an dernier, affichait déjà une inflation de 16 % ». ■

MARIE-BÉATRICE BAUDET
(AVEC BENOÎT BARRAL)